

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 09

Objet de la délibération: DGA / VSC -
Espace Rencontre Trait d'Union - Exercice
du droit de visite entre la CASA et le
Tribunal de Grande Instance de Grasse -
Convention - Renouvellement

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.240

Date de la convocation :

Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

22 DEC. 2020

de la réception s/Préfecture
en date du

22 DEC. 2020

Pour le Président,
La Responsable de Service

Corinne SANTAINÉ

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LUCIANO,

Le Service Trait d'union est un espace de rencontre Parents-Enfants, créé en 2000 dans le cadre du Conseil Communal de Prévention de la Délinquance de la Mairie d'Antibes et transféré le 1^{er} juillet 2004 à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au titre sa compétence Politique de la Ville.

Ce service s'adresse à un parent (père, mère, grands-parents) pour lequel un droit de visite classique et autonome auprès de son enfant ne peut s'exercer. Cette impossibilité peut s'expliquer soit par un contexte très conflictuel soit par une carence de garanties éducatives, psychologiques ou matérielles.

La mission assurée par le service Trait d'Union vise d'une part, à soutenir une coparentalité souvent mise à mal dans les situations de séparations et d'autre part, agit en faveur de la prévention d'actes de maltraitements dans des structures familiales où la violence et le conflit sont très présents.

Ainsi, le service Trait d'Union participe à l'intérêt supérieur de l'enfant et à son équilibre psycho-affectif en lui offrant un espace dans lequel le maintien du lien familial et sa protection sont assurés.

Au sein de locaux adaptés sis au 690 route de Grasse à Antibes, 4 professionnels sont présents pour médiatiser les échanges parents-enfants et offrir un cadre sécurisant afin que la relation s'instaure ou se renoue.

Des passages relais peuvent également être accompagnés afin que lors d'un droit de visite autonome la passation de l'enfant d'un parent à l'autre se fasse dans un contexte apaisé, exempt de violence.

Le fonctionnement de ce service est porté par la CASA et plus particulièrement par la Direction de la Cohésion Sociale. Les dépenses afférentes à l'activité de ce service font l'objet de demandes de paiement de prestation adressées à la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes et de subvention au Ministère de la Justice avec lesquels la CASA est liée par conventions spécifiques.

Dès le 07 juin 2002, une première convention triennale relative à l'exercice du droit de visite avait été signée avec le Tribunal Judiciaire de Grasse. Cette convention détaille notamment le protocole de collaboration entre le service Trait d'Union et l'autorité judiciaire mandante.

Elle prévoit les modalités de saisine du service ainsi que le fonctionnement administratif et opérationnel de ce dernier par le biais de son règlement annexé à la convention. Elle détaille également les modalités de compte-rendu rédigés par l'équipe. Ces rapports régulièrement adressés aux Juges aux Affaires Familiales ou Juges des Enfants constituent en effet une véritable aide à la décision en matière de droit de visite accordé aux parents.

A titre d'information, en 2019 le service Trait d'Union a été désigné pour l'exécution de 221 mesures judiciaires dont 190 émanant d'un Juge aux Affaires Familiales et 31 d'un Juge des Enfants. Ces 190 mesures ont abouti à la mise en œuvre effective du droit de visite.

Outre ces mesures judiciaires, ce sont 45 familles qui ont pu bénéficier de l'accompagnement du service dans un cadre volontaire.

L'équipe pluridisciplinaire a ainsi réalisé 2083 rencontres médiatisées dont 1008 au sein de l'espace rencontre et 1075 à l'occasion d'un passage relais, apportant leur soutien et leur écoute à 274 enfants.

Signe de la qualité reconnue de ce service, la convention qui lie le service Trait d'Union au Tribunal Judicaire de Grasse a ainsi été reconduite à trois reprises dont la dernière fois en Conseil Communautaire du 26 juin 2017, par délibération n°CC.2017.055, et arrive à échéance le 7 février 2021. Il s'agit donc de procéder à son renouvellement.

La nouvelle convention avec le Tribunal Judicaire de Grasse est conclue pour une durée de trois ans.

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat-Cohésion Sociale - Politique de la Ville recueilli le 26 octobre 2020.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention avec le Tribunal Judicaire de Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président à solliciter des subventions auprès des services de l'Etat et de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes et à signer tout document relatif à une contribution de leur part.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention avec le Tribunal Judicaire de Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président à solliciter des subventions auprès des services de l'Etat et de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes et à signer tout document relatif à une contribution de leur part.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION RELATIVE A L'EXERCICE DU DROIT DE VISITE

ENTRE :

Le Président du Tribunal Judiciaire de Grasse,
Ci-après désignée **Autorité Judiciaire**

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2020
Ci-après désignée **C.A.S.A.**

D'AUTRE PART,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'exercice de l'autorité parentale définie par l'article 372 et suivants du Code Civil, l'Autorité Judiciaire compétente sur le fondement de l'Article 1179 et suivants du Nouveau Code de Procédure Civile souhaite avoir la possibilité de désigner la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour organiser et accompagner à titre gratuit l'exercice du droit de visite de parents (ou toute autre personne titulaire d'un droit de visite) à l'égard de leurs enfants.

Il a été convenu et décidé :

ARTICLE 1 : Objet

L'Autorité Judiciaire représentée par Monsieur Le Président du Tribunal Judiciaire de Grasse demande à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis qui l'accepte, de mettre en œuvre au sein du Service Trait d'Union, 690 route de Grasse – Bâtiment A - 06600 Antibes – une mission d'Espace-Rencontre pour l'exercice du droit de visite médiatisé ordonné par les Juges aux Affaires Familiales et les Juges des Enfants en conformité avec l'intérêt de l'enfant.

ARTICLE 2 : Conditions juridiques d'exercice de la mission visée à l'Article 1

La mission d'Espace Rencontre exercée par la C.A.S.A. en matière de droit de visite telle que visée à l'article 1 s'effectuera dans le strict cadre juridique défini par la décision de justice.

ARTICLE 3 : Conditions réglementaires d'exercice de la mission visée à l'Article 1

La C.A.S.A. et l'Autorité Judiciaire s'engagent à respecter le règlement de fonctionnement du Service dont ils attestent avoir pris connaissance et dont un exemplaire est joint en annexe.

Tout manquement grave ou répété au présent règlement de fonctionnement par un des membres de la famille pourra entraîner une suspension temporaire ou définitive de notre accompagnement.

Un compte-rendu relatif au déroulement de la mission sera établi à destination de l'Autorité Judiciaire au terme de la prise en charge, en cas d'audience ou lors d'une interruption définitive des rencontres à l'initiative d'un ou des parents.

Des notes d'informations pourront également être transmises à l'Autorité Judiciaire si des difficultés particulières devaient venir entraver notre accompagnement.

Dans l'intérêt des familles, le Service Trait d'Union s'engage à alerter l'Autorité Judiciaire dès lors que sa capacité d'accueil atteint son niveau maximal. Dans cette hypothèse, il pourra être convenu la suspension de nouvelles prises en charge le temps nécessaire à un rétablissement de conditions d'accueil satisfaisantes et la priorisation du traitement des saisines qui concernent les usagers résidant dans une des communes de la CASA.

ARTICLE 4 : Définition de la mission visée à l'Article 1

Dans l'intérêt de la famille et de l'enfant mineur, la C.A.S.A. réalise au sein du Service Trait d'Union, Espace Rencontre Parent-Enfant, 690 route de Grasse – Bâtiment A – 06 600 Antibes, l'exercice du droit de visite résultant d'une décision judiciaire.

- Dans le cadre des mesures émanant des Juges aux Affaires Familiales :

Cette action concernera les familles dont le domicile de l'un ou l'autre parent se situe sur le territoire de la juridiction de Grasse.

L'Autorité Judiciaire devra mentionner la fréquence des rencontres et la durée de la prise en charge.

En exécution d'une décision judiciaire, l'Espace Rencontre Trait d'Union peut être également un lieu de passage relais de l'enfant dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite autonome.

- Dans le cadre des mesures émanant des Juges des Enfants :

Cette action concernera les familles pour lesquelles le lieu de résidence de l'enfant (domicile parental, foyer, ...) est situé sur le territoire de la Juridiction de Grasse.

L'Autorité Judiciaire devra mentionner la fréquence des rencontres.

La durée de la prise en charge quant à elle sera adaptée à l'évolution des conditions de vie de l'enfant décidée par les Juges des Enfants.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. La convention est renouvelable par reconduction expresse.

ARTICLE 6 : Conditions de fonctionnement de la mission visée à l'Article 1

Les rencontres et passages relais pourront être organisés les jours suivants:

- les lundis des semaines paires de 09 heures à 15 heures 30
- les mercredis et vendredis de 09 heures à 18 heures
- les samedis de 09 heures à 17 heures.

Les entretiens individuels avec la famille et les partenaires s'effectueront ces mêmes jours ainsi que les mardis et jeudis de 9 heures à 17 heures.

Le service sera fermé :

- les lundis des semaines impaires
- les cinquièmes samedis du mois
- les dimanches et jours fériés

ARTICLE 7 : Dispositions financières

Cette mission ne sera assortie d'aucune demande de participation financière des familles. La C.A.S.A. assurera les charges afférentes à l'exercice de cette mission.

Toutefois, l'Autorité Judiciaire pourra chaque année être invitée à participer à cette action par le versement d'une subvention que le Service devra solliciter.

ARTICLE 8 : Résiliation

Chacune des deux parties peut à tout moment résilier la présente convention en respectant un préavis d'un mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à SOPHIA ANTIPOLIS, le
En 2 exemplaires originaux.

Pour le Tribunal
Judiciaire de Grasse

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia-Antipolis,

Le Président

Le Président

RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT TRAIT D'UNION

ESPACE RENCONTRE PARENTS-ENFANTS



690 ROUTE DE GRASSE
LES ALLÉES GRENADINES BÂT A
06600 ANTIBES
Tél : 04 92 19 75 68
Fax : 04 92 19 75 61
E-mail : trait.union@agglo-casa.fr

OUVERTURE AUX RENCONTRES
ET PASSAGES-RELAIS
lundi/2 (semaines paires),
de 9h à 15h30
Mercredi et vendredi
de 9h à 18h
Samedi
de 9h à 17h

FERMETURE
Lundi des semaines impaires
Cinquième samedi du mois
Dimanche et jours fériés

RÉCEPTION TÉLÉPHONIQUE
ET ENTRETIENS
lundi/2 (semaines paires),
mardi, jeudi et samedi
de 8h45 à 17h
Mercredi et vendredi
de 8h45 à 18h



LES PRINCIPES DE L'ACTION

Le Trait d'union a pour but le maintien de la relation, la prise ou la reprise de contact entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas, lorsqu'il n'existe pas d'autre alternative.

L'espace rencontre offre un cadre sécurisant et contenant pour qu'une communication soutenue par des professionnels soit instaurée. Aussi, **il sera expressément demandé aux personnes présentes (adultes et enfants) de respecter des règles de base de politesse.**

C'est un lieu provisoire, un lieu de transition où se prépare l'avenir afin que le droit de visite puisse un jour s'autonomiser.

L'espace rencontre joue un rôle capital tant au niveau des enfants en terme de prévention qu'au niveau des adultes dans le cadre d'un soutien à la parentalité.

Pour un enfant, il paraît essentiel pour sa construction psycho-affective d'avoir accès à ses deux lignées parentales.

Pour les parents, il s'agit de créer des conditions sereines de coparentalité, au-delà du conflit conjugal qui les a opposés ou les oppose encore. **C'est pourquoi toute parole disqualifiante à l'égard de l'autre parent, en présence de l'enfant, ne pourra être tolérée.**

Les parents doivent faire preuve de tempérance lorsqu'ils viennent au service et adopter un comportement adéquat à l'accueil collectif proposé. **Ainsi un parent présentant une altération de son comportement liée à la prise d'alcool ou de drogue se verrait empêché de pénétrer dans les locaux du service ou en serait immédiatement exclu dès lors que l'équipe le constaterait.**

Enfin, toute forme de violence verbale ou physique entre les différentes personnes en présence est proscrite et entraînerait une suspension de notre accompagnement.



L'ÉQUIPE

L'équipe est composée de quatre intervenants, de qualifications complémentaires :

- une Responsable de service, de formation psychologue ;
- une Psychologue ;
- une Assistante sociale ;
- une Intervenante sociale.

Chaque intervenant est polyvalent. Des réunions d'équipe sont régulièrement effectuées et la transmission des informations permet de ne pas fonctionner selon un système de référence.

Il sera demandé aux parents de respecter les directives données par l'équipe qui agit dans l'intérêt de l'enfant. Aussi, un climat de confiance minimal entre les professionnels et la famille est indispensable pour qu'un accompagnement de qualité puisse être envisagé.

En tant qu'agents publics, les personnes de l'équipe sont soumises au secret professionnel. Ce secret est levé dans les conditions prévues par la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et conformément aux Articles 40 et 109 du code de procédure pénale. Aussi, l'équipe du Trait d'Union pourra être amenée à partager des informations avec les partenaires professionnels en lien avec la situation familiale. Les familles en seront alors informées.

Dans le cas d'une mesure Juge des enfants, des échanges auront régulièrement lieu avec la Maison des Solidarités Départementales référente ou l'éducateur d'AEMO.

Par ailleurs, en acceptant les termes de ce règlement de fonctionnement, vous acceptez que vos données personnelles soient utilisées par le Trait d'union et ses partenaires aux fins de l'accompagnement de votre famille dans le cadre du droit de visite, de l'établissement de statistiques et de la gestion de reporting d'activités de notre service. Vos données seront conservées 10 ans.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (UE) 2016/679, vous pouvez exercer votre droit de rectification ou de suppression des informations qui vous concernent pour motif légitime auprès du : Service Trait d'Union – Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis – 449 Route des crêtes – BP 42 – 06901 Sophia Antipolis Cedex.

Le Trait d'Union adhère à la Fédération Française des Espaces de Rencontres (FFER) et bénéficie à ce titre de formation continue. Également, plusieurs réunions annuelles avec les autres opérateurs du Département sont réalisées.

Une démarche d'évaluation et de formation internes a été mise en place dans le cadre d'une politique institutionnelle.

Par ailleurs, concernant la sécurité des personnes accueillies, le service s'engage à respecter les normes en vigueur relatives aux locaux. Des réunions du Comité d'Hygiène et de Sécurité se tiennent régulièrement à cet effet.



LES MODALITÉS D'ACCOMPAGNEMENT

3.1 L'organisation pratique du calendrier des rencontres et passages-relais

Le Trait d'union peut être désigné soit dans le cadre d'une **décision d'un Juge aux Affaires Familiales** ou **d'un Juge des Enfants** soit sollicité **directement par les parents**.

Deux missions distinctes peuvent être effectuées :

- des **rencontres** qui se déroulent en présence de professionnels et au sein de nos locaux ;
- des **passages-relais** lors desquels le service accompagne la remise de l'enfant à l'un de ses parents pour l'exercice d'un droit de visite autonome.

La décision judiciaire définit la durée de la mission et la fréquence des visites.

La durée des rencontres est comprise entre une heure et deux heures maximum dans les locaux, et peut évoluer au cours de notre accompagnement. Cette progression sera proposée en fonction de l'évaluation de l'équipe et des capacités d'accueil du service.

En règle générale les premières rencontres dureront 1 heure.

Toutefois, à la marge, cette durée peut varier selon l'appréciation de la situation familiale par l'équipe.

Si volontariat, ces durées et fréquences doivent faire l'objet d'un consensus entre les parents et le service.

Le service prendra en considération au maximum la disponibilité de chacun des parents pour déterminer un jour fixe de rencontre.

En cas d'incompatibilité d'emploi du temps des deux parents, sera alors fixée une alternance entre les disponibilités de chacun.

Concernant les samedis, seront prioritaires les mesures judiciaires pour lesquelles les parents occupent un emploi en semaine.

Un calendrier prévisionnel sera envoyé par courrier par le service aux parents. Les dates et horaires seront fixés en fonction du planning du service.

Si volontariat, ce planning sera communiqué oralement à chacun des parents et ne fera pas l'objet d'un envoi par courrier.

Tout impératif ou absence des parents entraînant une indisponibilité sur le jour de préférence indiqué par le parent en entretien de pré accueil doit être communiqué à l'équipe au minimum un mois à l'avance pour que cela puisse, dans la mesure du possible, être pris en considération dans l'établissement du planning.

Le service étant fermé les cinquièmes samedis du mois, si une décision judiciaire stipule que les rencontres parent-enfant doivent avoir lieu ce jour, il est possible, avec l'accord des deux parents et en fonction des disponibilités du service, de proposer un report afin de récupérer la date manquante.

Une fois le calendrier établi, il est demandé à chacun des parents d'en être responsable, et de prendre les dispositions nécessaires afin de se rendre disponible.

Aussi, en cas d'annulation de rencontre, il est demandé de prévenir l'équipe au minimum 48 heures à l'avance, sauf en cas de force majeure. Aucun justificatif ne sera réclamé par le service.

Une seule date de report pourra être proposée, pour chacun des deux parents, en fonction des disponibilités du service.

En cas de non présentation d'un parent à une ou plusieurs rencontres ou passages-relais sans avoir préalablement annulé auprès du service, l'équipe pourra être amenée à lui demander de confirmer sa présence aux rencontres ou remises suivantes avec un délai de prévenance.

Sans confirmation du parent de sa présence au temps imparti, l'équipe considérera la rencontre comme annulée.

Egalement passé un certain délai sans nouvelle d'un parent, l'établissement de calendrier de rencontres serait suspendu et une note d'information au Magistrat envoyée.

Enfin toute rencontre sera considérée comme annulée par tout parent qui arriverait avec un retard de plus de 30 minutes, sans en avoir averti le service.

3.2 Le Déroulement des rencontres et des passages-relais

L'enfant devra être accompagné et recherché par son parent hébergeant ou toute autre personne honorable désignée par ce dernier.

Dans ce dernier cas, une autorisation tout au moins verbale et une pièce d'identité seront demandées.

Un seul adulte (parent ou personne honorable) sera autorisé à entrer dans le service pour accompagner ou venir rechercher l'enfant.

Des horaires décalés peuvent être mis en place soit à la demande d'un parent soit par ordonnance de protection ou sur préconisation du service. Chacun des parents sera alors tenu de respecter des heures d'arrivée et de départ déterminées.

Une rencontre ne sera considérée comme effective qu'à partir du moment où le parent hébergeant est parti, et que l'enfant et le parent visiteur ont pu être mis en présence. La seule présentation d'un enfant au service n'est pas suffisante.

L'espace rencontre ne se substitue pas aux parents dans l'exercice de leur autorité parentale. Les parents, titulaires de l'autorité parentale, exercent celle-ci dans ce lieu neutre.

Les enfants sont sous la responsabilité de leurs parents lorsqu'ils sont à l'intérieur de l'espace rencontre mais également à l'extérieur, lors des passages-relais ou sorties.

Si aucun des deux parents n'est présent, la responsabilité du Trait d'Union ne peut se substituer à celle des parents qu'autant que serait démontrée l'existence de fautes, imprudences ou négligences des intervenants dans la réalisation du fait dommageable.

Un temps d'entretien dans l'espace-rencontre avant et/ou après les sorties ou passages-relais pourra être institué par l'équipe.

Les enfants vont seuls aux toilettes, ou si besoin, accompagnés par leur parent, à condition que leur porte reste ouverte. De manière générale, toutes les pièces de l'espace-rencontre doivent rester accessibles à l'équipe.

Aucun retour détaillé et précis du contenu des rencontres ne sera effectué.

Les temps de rencontre appartiennent à l'enfant et au parent visiteur. L'équipe respecte le choix de l'enfant d'échanger ou non avec son parent visiteur sur la rencontre.

Concernant les fratries, des temps de rencontre dissociés pour chaque enfant pourront être mis en place par l'équipe.

L'équipe ne s'opposera pas à ce que le parent visiteur apporte des cadeaux ou de la nourriture à son enfant.

Tout présent offert sera remis à l'enfant ou à son parent gardien à la fin de la rencontre.

Le service ne conservera aucun cadeau apporté par le parent visiteur.

Également, la prise de photographie dans le lieu est autorisée **à condition qu'elles ne concernent que les membres de la famille.**

L'utilisation d'un téléphone portable pour les adultes et les enfants doit se faire dans le cadre d'un **usage modéré** qui ne vient pas perturber la rencontre.

Pour des raisons évidentes de confidentialité, **l'autorisation de prise de vidéo devra être soumise préalablement à l'équipe.** En tout état de cause, **l'enregistrement audio d'une rencontre est strictement interdit.**

Les rencontres sont réservées exclusivement à la personne désignée dans la décision judiciaire ou le contrat d'intervention volontaire.

Toutefois, la présence d'une autre personne (famille, conjoint, . . .) peut être sollicitée par le parent visiteur et autorisée dans le cadre d'accords parentaux.

La demande doit alors être formulée à l'équipe, au moins une rencontre à l'avance qui, en fonction de son évaluation, transmettra au parent hébergeant afin de connaître son positionnement (*sauf pour les mesures Juge des Enfants*).

L'équipe ne servira, en aucun cas, d'intermédiaire pour l'échange de documents ou d'affaires qui ne concernent pas exclusivement l'enfant ou l'autorité parentale.

Aussi, un quelconque transfert d'argent ne pourra se faire par l'intermédiaire de l'équipe.

Le Trait d'Union décline toute responsabilité en cas de vol survenant dans les locaux.

La présence d'animaux de compagnie est interdite, sauf sur autorisation préalable de l'équipe.

La consommation d'alcool et de cigarettes est interdite dans nos locaux.

Le service Trait d'union est un lieu d'accueil collectif dont la neutralité garantit à tous l'exercice serein des droits parentaux. Il est donc important que les usagers y respectent les principes de laïcité. Si les propos ou pratiques incluant une forme d'éducation religieuse ne sont pas prohibés, il est en revanche demandé aux parents de les exprimer sans qu'ils puissent être qualifiés d'ostentatoires ou soient de nature à heurter les autres sensibilités religieuses représentées dans l'espace de rencontre.

4. LES CONTACTS AVEC LA FAMILLE

Au cours de notre accompagnement, trois entretiens peuvent être proposés aux familles :

- **l'entretien de pré-accueil** : cet entretien obligatoire sert entre autres à présenter la structure et son fonctionnement au travers du règlement de fonctionnement remis en main propre au parent.
- **l'entretien intermédiaire** (à mi-mesure) : cet entretien pourra être effectué conjointement avec les deux parents s'ils en sont d'accord. Il permet d'échanger sur la situation et de voir quelles propositions d'évolution peuvent être faites (sorties non accompagnées...). *Dans le cas d'une mesure Juge des enfants, seul ce dernier pourra ordonner des évolutions ainsi que la présence d'autres membres de la famille.*
- **l'entretien de fin de mission** : cet entretien bilan pourra être commun aux deux parents. Il s'agira de voir quelles perspectives d'avenir sont envisageables et d'accompagner dans la mesure du possible les parents dans l'application concrète de nouvelles modalités du droit de visite.

Toutefois, l'équipe pourra solliciter les parents ou être sollicitée par eux pour des entretiens complémentaires, en dehors des temps de rencontre.

Des entretiens parentaux peuvent également être effectués notamment en cas de formalisation d'accord possible pour des sorties ou pour des questions strictement relatives à l'exercice du droit de visite.

Concernant l'enfant, l'écoute de sa parole fait partie intégrante de notre mission. C'est pourquoi il est également reçu en pré-accueil ou lors des rencontres /remises, en dehors de la présence de ses parents.

Par ailleurs, un temps d'adaptation pourra être proposé avant la mise en place des rencontres, notamment pour les enfants en bas-âge ou si la situation le nécessite.

Enfin, tout problème de santé particulier (allergies alimentaires, ...) doit être indiqué lors de l'entretien de pré-accueil.

5. LES ÉCRITS

À la fin d'une mission judiciaire, et pour toute autre date d'audience connue du service, l'équipe effectuera un compte-rendu relatif au déroulement des rencontres adressé directement au Magistrat.

Dans cet écrit, seront reprises les dates honorées par les parents et les annulations.

Également de manière factuelle, seront décrites les interactions parent-enfant observées ainsi que l'état de la communication parentale.

Le refus d'un des deux parents de suivre les directives du service ou concernant une évolution vers des sorties y sera également notifié

Une copie de ce compte-rendu sera adressée aux parents, ainsi qu'à leurs avocats respectifs. Ce compte-rendu sera archivé dans le dossier de l'enfant.

L'équipe reste à l'entière disposition de la famille pour expliciter, si besoin, certains points de cet écrit, soit dans le cadre d'un entretien, soit par téléphone.

Aucune attestation de présence ou d'absence ne sera fournie en dehors de ce compte rendu final.

Si volontariat, le seul écrit remis à chacun des parents sera le Contrat d'Intervention Volontaire. Aucun autre document ne sera rédigé dans ce cadre volontaire.

Dans les cas de violences physiques ou sexuelles relatés par l'enfant, un signalement sera envoyé sans délai au Procureur. Une copie sera envoyée à l'A.D.R.E.T, Antenne De Recueil, d'Évaluation et de Traitement des informations préoccupantes du Conseil Départemental.

De la même manière, une information préoccupante pourra émaner du service si l'équipe de professionnels estime que l'enfant se trouve en situation de danger ou de risque de danger physique ou psychique.

Si tel était le cas, l'équipe pourra être amenée, en fonction de la situation, à suspendre son accompagnement.



LES MOTIFS D'INTERRUPTION DE NOTRE ACCOMPAGNEMENT

Tout manquement grave ou répété au présent règlement de fonctionnement par un des membres de la famille pourra entraîner une suspension temporaire ou définitive de notre accompagnement.

Une note d'information au Magistrat serait alors effectuée.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_240
Nature : DE - Deliberations
Objet : Espace Rencontre Trait d'Union - Exercice du droit de visite entre la CASA et le Tribunal de Grande Instance de Grasse - Convention - Renouvellement
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : IUMI9Jo

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_240-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_240
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Espace Rencontre Trait d'Union - Exercice du droit de visite entre la CASA et le Tribunal de Grande Instance de Grasse - Convention - Renouvellement
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_240-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_240-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_240-DE-1-1_3.PDF

N